



# RÉNOVATION DE L'APPARTEMENT EST DE L'ANCIENNE ÉCOLE DE PALLON

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

**Décembre 2018**

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Maitre d'Ouvrage

MAIRIE DE FREISSINIERES

Monsieur Le Maire

Maison de la Vallée

05310 FREISSINIERES

Tél. : 04 92 20 92 87 – Email : [mairie@freissinieres.fr](mailto:mairie@freissinieres.fr)

Objet de la Consultation

## Rénovation de l'appartement est de l'ancienne école de Pallon

## **1 - OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES**

### **1.1 Objet du marché :**

#### 1.1.1 - Les stipulations

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) s'appliquent à l'ensemble des prestations afférentes à la réalisation de l'opération ci-après

**« RENOVATION DE L'APPARTEMENT EST DE L'ANCIENNE ECOLE DE PALLON ».**

#### 1.1.2 - La description

La description des ouvrages et prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Charges et dans les documents qui lui sont annexés.

### **1.2 Tranche et lots**

#### 1.2.1 - Les prestations visées à l'article 1.1.

#### 1.2.2 – Lots

Lot 1 : Menuiserie.  
Lot 2 : Electricité.  
Lot 3 : Plomberie.  
Lot 4 : Cuisine.  
Lot 5 : Revêtements.

### **1.3 Travaux intéressant la défense :**

SANS OBJET

### **1.4 Contrôle des prix de revient :**

SANS OBJET

## **2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

Les pièces constitutives du marché sont des pièces générales et des pièces particulières. Les pièces générales, bien que non jointes aux autres pièces constitutives du marché, sont réputées connues de l'entrepreneur.

### **2.1 Les pièces particulières**

1. L'acte d'engagement
2. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)
3. Le cahier des charges
4. Le règlement de consultation

### **2.2 Les pièces générales**

Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de services, approuvé par le décret n° 78-1306 du 28 décembre 1978.

Les pièces constitutives du marché prévalent, en cas de contradiction ou de différence, dans l'ordre où elles sont mentionnées ci avant.

## 2.3 Les pièces annexes

Les documents, certificats, attestations ou déclarations visés à l'article 45 du C.M.P. :

- 1- Lettre de candidature DC1
- 2- Déclaration du candidat DC2
- 3- Déclaration relative à la lutte contre le travail dissimulé (imprimé DC6)
- 4- Déclaration sur l'honneur, dûment datée et signée par le candidat pour justifier :
  - Qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales (l'entreprise adjudicataire devra produire dans un délai de 10 jours à compter de sa désignation, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents : URSSAF / MALADIE / RETRAITE / CONGES PAYES, etc.),
  - Qu'il n'a pas l'objet d'une interdiction de concourir,
  - Qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.324.9, L.324.10, L.341.6, L.125.1, et L.125.3 du Code du Travail.
- 5- Jugement de règlement ou de liquidation judiciaire (le cas échéant)
- 6- Attestations d'assurances responsabilité civile et décennale en cours de validité
- 7- Liste de références
- 8- Copie des certificats de qualification valables à la date de remise de l'offre

## 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

**3.1 Répartition des paiements** : sans objet

**3.2 Tranche conditionnelle** : sans objet

### 3.3 Contenu des prix

3.3.1 - L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des études ; il reconnaît avoir, notamment avant la remise de son acte d'engagement :

- Contrôlé les indications des documents du dossier d'appel à la concurrence ;
- S'être entouré de tous renseignements complémentaires nécessaires auprès du maître d'ouvrage et auprès de tous services ou autorités compétents.

3.3.2 - Prestations fournies par le maître d'ouvrage : SANS OBJET

### 3.4 Variation dans les prix

#### 3.4.1 - Mise à jour des prix

Les prix sont fermes et actualisables pour la tranche ferme.

Formule d'actualisation  $P_n = P_0 \times C_{n-3} / C_0$

C étant l'indice ingénierie

N le mois de l'ordre de service

O le mois de référence

P prix de l'offre

Le prix de la tranche conditionnelle est révisable selon la formule de révision ci-après énoncée :

$$P_n = 0.15 + 0.85 \times P_0 \times (C_n / C_0)$$

C étant l'indice d'ingénierie du mois de réalisation

n le mois de réalisation

0 le mois de référence de l'établissement de l'offre

### 3.4.2 - Modalités de révision de prix : SANS OBJET

### 3.4.3 - Révision provisoire : SANS OBJET

### 3.4.4 - Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes trimestriels et de l'acompte pour solde sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements correspondants.

### 3.4.5 - Désignation des sous-traitants en cours de marché

Si l'acceptation d'un ou plusieurs sous-traitants et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance ne résultent pas de l'acceptation de l'acte d'engagement, ils sont constatés par un avenant ou acte spécial signé par la personne responsable du marché et par l'entrepreneur qui conclut le contrat de sous-traitance, si cet entrepreneur est un co-traitant autre que le mandataire, l'avenant ou l'acte spécial est contresigné par le mandataire du groupement.

L'avenant ou l'acte spécial indique :

- La nature et le montant des prestations sous-traitées.
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant.
- Les conditions de paiement du contrat de sous-traitance, à savoir :
  - . Les modalités de calcul et de versements des avances et acomptes,
  - . La date ou le mois d'établissement des prix,
  - . Les modalités de mise à jour et de révision des prix,
  - . Les stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfections et retenues diverses.
- La personne habilitée à donner les renseignements prévus par l'ordonnance 2015 et son décret d'application.
- Le comptable assignataire des paiements, et si le sous-traitant est payé directement.
- Le compte à créditer.

## **3.5 Paiement**

### 3.5.1 - Modalités de paiement direct

Si plusieurs entrepreneurs sont chargés solidairement de l'exécution d'un ou de plusieurs lots, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer à chacun des entrepreneurs solidaires, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévus dans le marché.

3.5.1.1 La signature du projet de décompte par le mandataire vaut pour chaque co-traitant, acceptation du montant de l'acompte ou du solde à lui payer directement à partir de la partie du décompte afférente au lot assigné à ce co-traitant.

Pour les sous-traitants auxquels le marché assigne un lot, la signature du projet de décompte par le titulaire vaut, pour chacun desdits sous-traitants, acceptation du montant d'acompte ou de solde à

lui payer directement déterminé à partir de la partie du projet de décompte afférente au lot qui lui est assigné.

Le titulaire joint en outre au projet de décompte, en double exemplaire, une attestation par laquelle :

- Il indique le montant en prix de base de l'acompte ou du solde qui résulte de la prise en considération du projet de décompte.
- Il marque son accord pour que le montant de la somme à verser au sous-traitant soit calculé en appliquant à ce montant les stipulations du marché.

Pour les sous-traitants auxquels le marché n'assigne pas un lot, le titulaire joint en double exemplaire, au projet de décompte, une attestation indiquant la somme à régler par le Maître de l'Ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix et inclut la T.V.A.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'eux fait l'objet d'une attestation jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le Maître de l'ouvrage au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix et inclut la T.V.A.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit signer également l'attestation.

Le mandataire du groupement d'entreprises et l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance précisent, le cas échéant, à l'appui du projet de décompte, les raisons pour lesquelles ils n'ont pas retenu les sommes proposées par l'entrepreneur membre du groupement ou par le sous-traitant.

### **3.6 Augmentation de la masse de l'étude**

Augmentation de la masse initiale par modification de l'objet du marché (études complémentaires). Le devis de(s) l'étude(s) établi par l'entrepreneur, vérifié par le Maître d'ouvrage.

La personne responsable du marché établit un avenant qui sera soumis à l'approbation de l'autorité de tutelle.

L'ordre de service de démarrage de ces études ne pourra être donné par le Maître d'Ouvrage qu'après cette approbation.

## **4. DELAIS D'EXECUTION - PENALITES**

### **4.1 Délais d'exécution**

#### **4.1.1 Ordres de service - décisions - notifications**

A compter de l'ordre de service :

- Début prévisionnel : Février 2019.

#### **4.1.2 Les délais contractuels d'exécution commencent à courir à compter :**

- de la date de notification du marché, pour les entreprises générales et les entreprises groupées,
- de la date de notification du marché au 1<sup>er</sup> entrepreneur intervenant servant de point de départ dudit calendrier pour les entreprises non groupées.

### **4.2 Prolongation des délais d'exécution**

Sans objet

### **4.3 Pénalités de retard**

**4.3.1** - Pour les entreprises générales et les groupements d'entreprises conjointes, tout retard dans la livraison de l'opération ou d'une tranche de livraison assortie d'un délai partiel donne lieu, sans mise en demeure préalable, à l'application d'une pénalité fixée à 1/1000ème du montant du marché ou de la tranche considérée par jour de retard, dimanches et jours fériés compris. Les pénalités globales, dans le cas du groupement d'entreprises, sont réparties conformément aux stipulations de l'article 20.7. du C.C.A.G.

**4.3.2** - Pour les entreprises non groupées, tout retard constaté sur un délai global ou partiel donne également lieu à l'application, sans mise en demeure préalable, à une pénalité fixée comme suit, par jour de retard à 1/1000ème du montant du marché ou de la tranche de livraison considérée, dimanches et jours fériés compris.

### **4.4 Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution**

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents visés à l'article 40. du C.C.A.G. une retenue égale à 1 % (UN POUR CENT) du montant définitif du marché est opérée dans les conditions stipulées à l'article 20.6 du C.C.A.G. sur les sommes dues à l'entrepreneur.

## **5. CLAUSES DE FINANCEMENT**

### **5.1 Cautionnement - Retenue de garantie**

Sans objet

**5.2 Avance forfaitaire** Conformément aux dispositions prévues par l'ordonnance 2015 et son décret d'application, il est accordé, pour les marchés d'un montant supérieur à 50 000 € H.T., une avance forfaitaire. Si l'entrepreneur n'a pas refusé cette avance dans l'Acte d'Engagement, elle lui sera accordée de fait. Le montant de cette avance est fixé à 5 % du montant T.T.C. des prestations.

**5.3 Autres avances** : SANS OBJET

**5.4 Approvisionnements** : SANS OBJET

### **5.5 Acomptes**

Ordonnance 2015 et son décret d'application : Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit à des acomptes. Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte (avancement de l'étude). La périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois.

## **6. SURETES**

### **6.1 Documents fournis après exécution**

Les documents à fournir par l'entrepreneur après exécution, en application de l'article 40 du C.C.A.G. sont énumérés à l'article 4.5 ci-avant.

### **6.2 Détail de garantie**

Le délai de garantie est fixé par l'article 44.1 du C.C.A.G. En complément de cet article l'entrepreneur est tenu de remédier à tous les désordres signalés par le maître de l'ouvrage ou le maître d'oeuvre dans le délai de 30 jours après mise en demeure.

### **6.3 Garanties particulières**

Les garanties afférentes à certains ouvrages ainsi que les garanties de fonctionnement de certaines installations visées par l'article 44.3 du C.C.A.G. concernent les ouvrages et installations ci-après : La durée et les modalités particulières de ces garanties sont fixées par le C.C.T.P.

## **6.4 Assurances**

Dans un délai de quinze jours à dater de la notification du marché, l'entrepreneur et ses sous-traitants doivent justifier s'ils sont titulaires :

- D'une police d'assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux,
- D'une police d'assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et 2270 du Code Civil
- Aucun règlement, aucun remboursement de retenue de garantie ou de cautionnement, aucune mainlevée de caution ne peuvent avoir lieu sans une attestation de la compagnie d'assurance intéressée certifiant que l'entrepreneur a réglé les primes d'assurance afférentes aux polices mentionnées ci-avant, ainsi que les frais de contrôle qui le cas échéant lui incombent.

## **6.5 Résiliation du marché**

Les dispositions des articles 47 et 49 du C.C.A.G. sont seules applicables.

## **7. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

### **7.1 Le présent CCAP déroge aux articles ci-après du CCAG**

- l'article 3.4 du C.C.A.P. déroge à l'article 10.4 du C.C.A.G. en ce qu'il envisage le cumul de la mise à jour et de la révision de prix,
- l'article 4.1.3 du C.C.A.P. déroge à l'article 19.22 du C.C.A.G. en ce qui concerne les pénalités de retard,

**7.2 Le présent CCAP déroge aux CCTG et aux normes sur les points suivants :**  
Néant.

**Le Pouvoir Adjudicataire**

**Le Maître d'oeuvre**

**Le(s) entrepreneur(s)**